

11 novembre 2015

Le testament européen d'Helmut Schmidt - VERBATIM

Voici un des grands discours prononcés par Helmut Schmid il y a à peine quatre ans. C'était à l'occasion du congrès de son parti, le SPD, à Berlin. L'ancien Chancelier mêle, avec la vigueur et la jeunesse d'esprit qui étaient les siennes, ses réflexions sur le chemin parcouru par l'Europe depuis son enfance, sa vision du rôle de l'Allemagne indissociable selon lui de la construction européenne (il en énumère les raisons). C'est un peu le testament européen d'Helmut Schmidt, tant la largeur de vue est grande. Voici le texte intégral.

Chers amis, Mesdames et Messieurs !

Permettez-moi de commencer ce discours par une remarque personnelle. Lorsque Sigmar Gabriel, Frank-Walter Steinmeier et mon parti m'ont demandé de prononcer un nouveau discours, j'ai repensé à l'époque à laquelle je peignais des affiches pour le SPD, agenouillé sur le sol avec Loki à Hambourg-Neugraben, il y a de cela 65 ans. Je dois également avouer une chose : face à la politique des différents partis, j'ai dépassé la notion de bien et de mal. Depuis longtemps, je m'intéresse davantage, en premier et en second lieu, aux missions et au rôle de notre nation dans le cadre indispensable de l'Union européenne.

Je me réjouis également de partager ce pupitre avec notre voisin norvégien Jens Stoltenberg, qui, au cœur de la tragédie subie par sa nation, a su diriger son pays de façon inébranlable en état de droit, de façon libérale et démocratique, un exemple pour tous les Européens. Avec l'âge, on raisonne, par nature, à très long terme, les yeux tournés à la fois en arrière, vers l'histoire, et en avant, vers l'avenir.

Néanmoins, il y quelques jours, je n'ai pu apporter une réponse claire à une question très simple. Le député Wolfgang Thierse m'avait demandé : « Quand l'Allemagne sera-t-elle enfin un pays normal ? » Et je lui ai répondu : « L'Allemagne ne deviendra pas « normale » dans un avenir proche. Le poids de notre histoire monstrueuse et unique s'y oppose. Notre position centrale trop lourde sur le plan démographique et économique, au cœur de notre tout petit continent divisé en une multitude d'états nationaux, s'y oppose également. Mais je suis déjà au cœur du thème complexe de mon discours : L'Allemagne dans, avec et pour l'Europe.

I. Motivations et origines de l'intégration européenne

Même si dans quelques-uns des 40 pays d'Europe, l'identité nationale actuelle ne s'est développée que tardivement, comme ce fut le cas pour l'Italie, la Grèce et l'Allemagne, il y a tout de même toujours eu des conflits sanglants. Vue d'Europe centrale, l'histoire de l'Europe peut s'interpréter comme une succession quasiment interminable de conflits entre la périphérie et le centre et entre le centre et la périphérie.

Le centre de l'Europe ayant toujours été le champ de bataille prépondérant. Lorsque les dirigeants ou les peuples du centre de l'Europe s'affaiblissaient, leurs voisins de la périphérie se jetaient sur le centre affaibli. La guerre de 30 ans, entre 1618 et 1648, qui s'est déroulée essentiellement sur le sol allemand, s'est soldée par un

bilan sans équivalent, tant en termes de destruction matérielle qu'en nombre de pertes humaines. A l'époque, l'Allemagne n'était qu'un terme géographique, les pays germanophones étaient mal délimités. Arrivèrent ensuite les Français, d'abord sous Louis XIV et une seconde fois sous Napoléon. Les Suédois ne sont pas revenus une seconde fois ; mais les Anglais sont venus à plusieurs reprises, tout comme les russes, la dernière fois en date ayant été sous Staline.

Mais lorsque les dynasties ou les États du centre de l'Europe étaient forts, ou lorsqu'ils pensaient l'être, ils se jetaient à leur tour sur la périphérie. Ce fut déjà le cas pour les croisades, qui étaient des campagnes de conquêtes, pas uniquement en direction de l'Asie Mineure et de Jérusalem, mais aussi en direction de la Prusse orientale et des trois pays baltes actuels. A l'époque des temps modernes, cela fut le cas lors de la guerre contre Napoléon et des trois guerres qui ont éclaté sous Bismarck, en 1864, 1866, 1870/71.

Il en fut de même lors de la seconde guerre de trente ans, de 1914 à 1945, mais aussi tout particulièrement lorsqu'Hitler entreprit des avancées jusqu'au Cap Nord, dans le Caucase, en Crète, jusqu'au sud de la France et même jusqu'à Tobrouk, ville située à proximité de la frontière entre la Lybie et l'Égypte. La catastrophe européenne provoquée par l'Allemagne englobe le massacre des juifs européens et la destruction de l'état national allemand.

Auparavant, les Polonais, les États baltes, les Tchèques, les Slovaques, les Autrichiens, les Hongrois, les Slovènes et les Croates, partageaient le destin des Allemands, souffrant depuis des siècles de leur position géopolitique centrale sur ce petit continent européen. Ou, pourrait-on dire : Nous, les Allemands, avons maintes fois fait souffrir d'autres peuples de par notre position de puissance centrale.

Aujourd'hui, les revendications territoriales conflictuelles, les conflits linguistiques et frontaliers qui tenaient encore une place importante dans l'esprit des nations au cours de la première moitié du 20ème siècle, ont perdu de fait toute importance, en tout cas pour nous, Allemands.

Aujourd'hui, alors que les guerres du Moyen-âge ne font plus partie de la connaissance et de la mémoire collective de l'opinion publique et médiatique des pays d'Europe, le souvenir des deux guerres mondiales du 20ème siècle et de l'occupation allemande joue toujours, de façon latente, un rôle capital.

Il me semble primordial, pour nous Allemands, que quasiment tous les voisins de l'Allemagne, ainsi que tous les Juifs du monde, se souviennent de l'Holocauste et des infamies commises à l'époque de l'occupation allemande dans les pays de la périphérie. Nous, Allemands, ne sommes pas assez conscients du fait qu'il règne, chez presque tous nos voisins, et sans doute pour plusieurs générations encore, un sentiment latent de méfiance à l'égard des Allemands. Les générations nées après la guerre doivent elles aussi vivre avec ce fardeau historique. Et les générations actuelles ne doivent pas oublier que c'est cette méfiance à l'égard du futur développement de l'Allemagne qui a mené, en 1950, aux débuts de l'intégration européenne.

En 1946, le discours de Churchill prononcé à Zurich et invitant les Français à se réconcilier avec les Allemands et à constituer ensemble les États-Unis d'Europe, était motivé par deux raisons : premièrement, une défense commune contre l'Union soviétique jugée menaçante et, deuxièmement, l'intégration de l'Allemagne dans un réseau occidental plus vaste. Car Churchill prévoyait le renforcement de l'Allemagne.

La présentation en 1950, soit quatre ans après le discours de Churchill, du Plan Schuman sur l'unification de l'industrie lourde de l'Europe de l'ouest par Robert

Schuman et Jean Monnet, se fondaient sur la même motivation : l'intégration de l'Allemagne. Charles de Gaulle qui, dix ans plus tard, tendit la main à Konrad Adenauer en signe de réconciliation, agissait selon les mêmes motivations. Tout ceci fut motivé par une prise de conscience réaliste d'un éventuel développement futur de la puissance allemande tant redouté. Ce n'est ni l'idéalisme de Victor Hugo qui avait appelé à l'unification de l'Europe en 1849, ni tel ou tel autre idéalisme qui fut, entre 1950 et 1952, à l'origine de l'intégration européenne, limitée à l'époque à l'Europe de l'Ouest. Les dirigeants européens et américains de l'époque (tels que George Marshall, Eisenhower, mais aussi Kennedy, et surtout Churchill, Jean Monnet, Adenauer et de Gaulle ou de Gasperi et Henri Spaak) ont agi non pas par idéalisme européen, mais selon leur connaissance de l'histoire de l'Europe. Ils ont agi par réalisme face à la nécessité d'éviter une poursuite de la lutte entre la périphérie et le centre allemand. La compréhension de cette raison initiale de l'intégration européenne, qui reste un élément essentiel, est la condition sine qua non pour résoudre la crise européenne actuelle.

Plus le poids économique, militaire et politique de la République fédérale d'Allemagne de l'époque a augmenté, au cours des années 1960, 70 et 80, plus l'intégration européenne a été perçue, par les dirigeants d'Europe de l'Ouest, comme une garantie contre une éventuelle tentation allemande d'exercer un pouvoir politique. La première opposition à une réunification des deux états allemands de l'après-guerre en 1989/90, exprimée notamment par Margaret Thatcher, par Mitterrand ou par Andreotti, fut manifestement motivée par la crainte d'une Allemagne forte au coeur de ce petit continent européen.

Je me permets d'ouvrir ici une petite parenthèse personnelle. J'ai écouté le discours de Jean Monnet à l'occasion de son comité « Pour les États-Unis d'Europe ». C'était en 1955. Je considère Jean Monnet comme l'un des Français les plus visionnaires qu'il m'ait été donné de rencontrer, en particulier en termes d'intégration, par son concept d'une approche progressive de l'intégration européenne. Depuis ce jour, je suis devenu et je suis resté partisan de l'intégration européenne, par conscience de l'intérêt stratégique de l'Allemagne et non par idéalisme, un partisan de l'intégration de l'Allemagne. (Ceci m'a valu un litige avec le dirigeant de mon parti pour lequel j'avais beaucoup d'estime, litige que je pris très au sérieux alors âgé de 30 ans et de retour de la guerre, mais auquel Kurt Schumacher n'attribua pas une grande importance.) Cela m'a amené à approuver, dans les années 50, les plans du Ministre polonais des Affaires Etrangères de l'époque, Adam Rapacki. Au début des années 60, j'ai rédigé un ouvrage dans lequel j'ai pris position contre la stratégie occidentale de représailles nucléaires, menaces proférées par l'OTAN, dont nous étions déjà membres, à l'encontre de la puissante Union soviétique.

II . L'Union européenne est indispensable

De Gaulle et Pompidou ont poursuivi l'intégration européenne pendant les années 60 et au début des années 70 dans le but d'intégrer l'Allemagne, ils ne voulaient toutefois pas intégrer leurs propres pays pour le meilleur et pour le pire. Ensuite, la bonne entente qui s'est installée entre Giscard d'Estaing et moi-même a donné lieu à une période de coopération franco-allemande et de poursuite de l'intégration européenne, période qui s'est prolongée après le printemps de 1990 entre Mitterrand et Kohl. Entre 1950/52 et 1991, la communauté européenne est passée de six à douze États membres.

Grâce à l'énorme travail préparatoire mené par Jacques Delors (alors Président de la Commission européenne), Mitterrand et Kohl ont donné naissance, en 1991 à Maastricht, à la monnaie unique, l'Euro, qui s'est concrétisée dix ans plus tard, en

2001. L'inquiétude des Français à l'égard d'une Allemagne surpuissante, ou plutôt d'un Deutsche Mark surpuissant, était toujours présente. Entre temps, l'Euro est devenu la seconde monnaie d'échange international. Cette monnaie européenne s'est avérée plus stable que le dollar et plus stable que le Deutsche Mark, au cours des dix dernières années, pour les échanges tant intérieurs qu'extérieurs. Toutes les rumeurs sur une soi-disant « crise de l'Euro » n'est qu'un verbiage irréflecti des médias, des journalistes et des politiciens.

Depuis le traité de Maastricht en 1991/92, le monde a changé du tout au tout. Nous avons assisté à la libération des pays d'Europe de l'Est et à l'implosion de l'Union soviétique. Nous assistons à l'incroyable ascension de la Chine, de l'Inde, du Brésil et d'autres « pays émergents », auparavant réunis sous le terme générique de « Tiers monde ». Par la même occasion, les véritables économies nationales de la majeure partie du monde se sont « mondialisées ». En d'autres termes : quasiment tous les pays du monde sont dépendants les uns des autres. Pendant ce temps-là, les acteurs des marchés financiers mondialisés se sont approprié un pouvoir totalement incontrôlé.

Simultanément, et de façon quasiment inaperçue, la population mondiale a explosé et le monde compte désormais 7 milliards d'individus. A ma naissance nous étions 2 milliards. Ces changements considérables ont d'énormes conséquences sur les peuples d'Europe, leurs États et leur bien-être ! D'autre part, les nations européennes vieillissent et voient leur nombre de citoyens diminuer. Au milieu du 21ème siècle, il y aura sans doute 9 milliards d'humains sur Terre mais les nations européennes réunies ne représenteront que 7% de la population mondiale. 7% de 9 milliards ! Pendant plus de deux siècles, jusqu'en 1950, les Européens représentaient plus de 20% de la population mondiale. Mais depuis 50 ans notre nombre diminue, non seulement en nombre absolu, mais surtout par rapport à l'Asie, à l'Afrique et à l'Amérique Latine.

La part du produit national brut des Européens diminue également, c'est-à-dire la part de valeur ajoutée de l'humanité toute entière. En 2050, le produit national brut aura diminué d'environ 10% ; en 1950, il était encore de 30%. En 2050, chaque nation européenne ne représentera plus que 1% de la population mondiale. Par conséquent, en tant qu'Européens, nous voulons espérer conserver une quelconque importance à l'échelle mondiale, nous devons rester unis. Car, ramenée à la dimension des États individuels, qu'il s'agisse de la France, de l'Italie, de l'Allemagne, de la Pologne, de la Hollande, du Danemark ou de la Grèce, notre population ne sera plus mesurée en pourcentage mais en dixième de pourcentage.

De là, l'intérêt stratégique à long terme de l'intégration des nations européennes. Cet intérêt stratégique de l'intégration européenne occupera une place de plus en plus importante. Les populations des différentes nations n'en sont pas, pour l'instant, suffisamment conscientes. Et leurs gouvernements ne leur en font pas prendre conscience.

Toutefois, si l'Union européenne ne parvenait pas à agir de concert au cours des décennies à venir, une marginalisation des différents États européens et de la civilisation européenne ne serait pas à exclure, de même, dans un tel cas, que le retour d'une concurrence et d'une lutte hégémonique entre États européens. Dans ce cas, l'intégration de l'Allemagne ne pourrait plus fonctionner. Et le va-et-vient historique entre le centre et la périphérie pourrait à nouveau devenir réalité.

Le processus de reconnaissance mondiale, d'extension des droits des individus et de leur dignité, de constitution d'un État de droit et de démocratisation ne recevrait plus aucune impulsion de l'Europe. De ce point de vue, la communauté européenne deviendra indispensable à la survie des pays de notre vieux continent. Cette

nécessité dépasse largement les motivations évoquées par Churchill et de Gaulles. Elle dépasse même celles de Monnet et d'Adenauer. Elle englobe aujourd'hui les motivations d'Ernst Reuter, Fritz Erler, Willy Brandt et même celles d'Helmut Kohl. J'ajouterais : mais il s'agit toujours, sans aucun doute, de l'intégration de l'Allemagne. C'est pourquoi nous, Allemands, devons être conscients de la tâche qui nous incombe et de notre propre rôle dans l'intégration européenne.

III. L'Allemagne a besoin de continuité et de fiabilité

Si, aujourd'hui, en 2011, l'on observe l'Allemagne depuis l'extérieur, avec les yeux de nos voisins proches et plus éloignés, on constate que l'Allemagne suscite, depuis une dizaine d'années, un certain malaise, et depuis peu, une inquiétude politique. Au cours des dernières années, des doutes importants sont apparus s'agissant de la continuité de la politique allemande. La confiance en la fiabilité de la politique allemande a été atteinte.

Ces doutes et ces inquiétudes sont également à mettre sur le compte des erreurs de politique étrangères de nos politiciens et gouvernements allemands. Ils reposent, d'autre part, sur la surprenante force économique de l'Allemagne réunifiée. A compter des années 1970, l'économie du pays, qui était encore divisé, s'est développée pour devenir l'une des plus fortes d'Europe. C'est l'une des économies les plus solides au monde sur le plan technologique, financier et social. Notre puissance économique et notre paix sociale toute aussi stable ont toutefois suscité des jalousies, d'autant plus que notre taux de chômage et notre taux d'endettement se situent dans la fourchette normale au niveau international.

Mais nous ne sommes pas suffisamment conscients du fait que notre économie, intégrée dans le Marché commun et mondialisée, est dépendante de la conjoncture mondiale. Il faut donc s'attendre à ce que les exportations allemandes n'augmentent pas particulièrement au cours de l'année à venir.

Cela a simultanément engendré une tendance désastreuse : des excédents à la fois énormes et durables de notre balance commerciale et de notre balance des opérations courantes. Depuis des années, ces excédents représentent 5% de notre produit national brut. Ils sont aussi importants que les excédents de la Chine. Nous avons tendance à l'oublier, car les excédents s'expriment non plus en DM mais en Euros. Il est toutefois temps que nos politiciens prennent conscience de la situation.

Car tous nos excédents sont en réalité les déficits des autres. Nos créances sont leurs dettes. Il s'agit d'une fâcheuse atteinte à l'idéal légitime que, jadis, nous prônions : « l'équilibre des échanges extérieurs ». Cette atteinte ne peut qu'inquiéter nos partenaires. Et lorsque s'élèvent des voix étrangères, souvent américaines mais aussi d'autres pays, pour demander à l'Allemagne de jouer un rôle moteur en Europe, de nouvelles craintes s'éveillent chez nos voisins. Et ce n'est pas sans rappeler de mauvais souvenirs.

Ce développement économique et la crise qui l'accompagne impactant la capacité des organes de l'Union européenne à agir, ont poussé l'Allemagne à jouer un rôle central. De concert avec le Président français, la Chancelière allemande a accepté volontiers ce rôle. Mais l'inquiétude d'une domination allemande va croissante dans de nombreuses capitales européennes et dans les médias de certains de nos voisins. Il ne s'agit cette fois pas d'une domination militaire et politique, mais d'un centre économique surpuissant !

Il est indispensable d'envoyer un avertissement sérieux et bien pesé aux politiciens allemands, aux médias et à notre opinion publique. Si nous, Allemands, étions tentés, sûrs de notre force économique, de revendiquer un rôle de dirigeant

politique en Europe ou de jouer le Primus inter pares, cela inciterait une majorité grandissante de nos voisins à s'y opposer. Le sentiment d'inquiétude de la périphérie face à un centre trop puissant ne tarderait pas à resurgir. Les conséquences potentielles d'une telle décision paralyseraient l'Union européenne. Et l'Allemagne serait isolée. .

La très grande et très solide République fédérale d'Allemagne a besoin – si ce n'est que pour nous protéger de nous-mêmes – de l'intégration européenne. C'est pourquoi depuis l'époque d'Helmut Kohl, depuis 1992, l'Article 23 de la Constitution nous oblige à apporter notre concours « ... au développement de l'Union européenne ». L'Art. 23 nous oblige également à apporter notre concours au « Principe de subsidiarité ... » La crise actuelle concernant la capacité d'action des organes de l'UE ne change rien à ces principes.

Notre situation géopolitique centrale, le rôle malheureux que nous avons joué dans l'histoire européenne jusqu'au milieu du 20ème siècle et notre efficacité actuelle, tout cela exige que chaque gouvernement allemand fasse preuve d'une grande sensibilité s'agissant des intérêts de nos partenaires européens. Et notre disponibilité est également indispensable.

Nous, les Allemands, n'avons pas réalisé seuls notre considérable performance de reconstruction des six dernières décennies. Celle-ci n'aurait pas été possible sans l'aide des vainqueurs de l'Ouest et sans notre intégration dans la Communauté européenne et dans l'Alliance atlantique, ni sans l'aide de nos voisins, ni sans l'effondrement du bloc de l'Est et ni sans la fin de la dictature communiste. Nous, Allemands, avons des raisons d'être reconnaissants. Nous avons également le devoir d'honorer la solidarité reçue en faisant preuve, à notre tour, de solidarité à l'égard de nos voisins !

En revanche, l'envie de jouer son propre rôle dans la politique mondiale et l'envie de prestige en politique mondiale serait vain, voire même dangereux. Toutefois, l'étroite collaboration avec la France et la Pologne et avec tous nos voisins et partenaires européens, est une nécessité absolue. Je suis convaincu que l'Allemagne a un intérêt fondamental et stratégique à long-terme, à ne pas s'isoler et à ne pas se laisser isoler. Un isolement au sein de l'Occident serait dangereux. Un isolement au sein de l'Union européenne ou de la Zone Euro serait très dangereux. Je pense que cet intérêt est bien plus important que les intérêts tactiques de l'ensemble des partis politiques.

Bon sang, c'est pourtant le devoir des politiciens et des médias allemands de défendre cette idée, de façon durable, devant l'opinion publique. Si d'aucuns, cependant, laissent entendre que l'allemand est et restera la langue officielle de l'Europe; si un Ministre allemand des Affaires étrangères prétend que les passages à la télévision de Tripoli, du Caire et de Kaboul sont plus importants que les relations politiques avec Lisbonne, Madrid, Varsovie ou Prague, avec Dublin, La Haye, Copenhague ou Helsinki ; si d'autres prétendent devoir empêcher une « Union de Transfert » européenne, tout cela n'est que vantardise dangereuse.

Il est vrai que l'Allemagne a été, pendant de longues décennies, un « Payeur net » ! Nous pouvions nous le permettre et nous l'avons fait depuis l'époque d'Adenauer. Et bien sûr, la Grèce, le Portugal ou l'Irlande ont toujours été des « Bénéficiaires nets ». Cette solidarité n'est peut-être pas assez connue de la classe politique allemande. Mais jusqu'à présent, cela allait de soi. Tout comme le principe de subsidiarité prescrit par le Traité de Lisbonne : Ce qu'un État ne peut régler ou surmonter seul, doit être pris en charge par l'Union Européenne.

Depuis le plan Schuman, Konrad Adenauer, par instinct politique et ce malgré l'opposition de Kurt Schumacher, puis plus tard de Ludwig Erhard, a toujours

accepté les propositions de la France. Malgré la division de l'Allemagne, Adenauer a toujours jugé avec discernement l'intérêt stratégique à long-terme de l'Allemagne. Tous ses successeurs, Brandt, Schmidt, Kohl et Schröder, ont poursuivi la politique d'intégration d'Adenauer. Les tactiques de politique intérieure et extérieure n'ont jamais remis en question l'intérêt stratégique à long-terme de l'Allemagne.

Tous nos voisins et partenaires ont donc pu se fier, pendant des décennies, à la continuité de la politique européenne de l'Allemagne, indépendamment des changements de gouvernement. Il est important que cette continuité perdure.

IV La situation actuelle de l'Union européenne requiert un certain dynamisme

Les contributions conceptuelles allemandes allaient toujours de soi. Il faudrait qu'il en soit également ainsi à l'avenir. Il ne faudrait toutefois pas anticiper l'avenir lointain. De toute façon, la modification des traités ne pourraient que partiellement corriger les actes, les omissions et les erreurs commises il y a 20 ans, à Maastricht. Les propositions de modification de l'actuel Traité de Lisbonne en vigueur, me semblent peu utiles à court-terme. En effet, souvenons-nous des difficultés rencontrées lors des ratifications nationales ou en cas de victoire du «Non» lors des référendums.

J'approuve donc le Président italien Napolitano, lorsqu'il déclare dans son discours remarquable, prononcé fin octobre, que nous devons nous concentrer sur ce qui est nécessaire au jour d'aujourd'hui. Et que nous devons tirer profit des opportunités que nous offre le Traité européen en vigueur, notamment pour renforcer les règles budgétaires et la politique économique de la Zone Euro.

La crise actuelle qui touche la capacité d'action des organes de l'Union européenne créés à Lisbonne, ne doit pas durer des années ! A l'exception de la Banque Centrale Européenne, les organes tels que le Parlement européen, le Conseil européen, la Commission de Bruxelles et les Conseils des Ministres, n'ont pas été d'une grande aide dans la gestion de la crise bancaire de 2008, et surtout dans la crise de la dette qui a suivi.

Il n'y a pas de recette miracle pour surmonter la crise qui touche actuellement l'Europe. Cela nécessitera des mesures, tantôt simultanées, tantôt successives. Nous devons, non seulement, faire preuve de dynamisme et de capacité de jugement, mais aussi de patience ! La contribution allemande ne doit pas se limiter à des slogans. Elle ne doit pas faire la une des journaux télévisés, mais, au contraire, elle doit trouver son expression dans le cadre des comités des organes de l'UE. Nous, Allemands, ne devons pas ériger notre ordre économique et social, notre système fédéral, notre conception du budget et des finances en modèle ou référence à adopter, mais plutôt les présenter comme un exemple parmi tant d'autres.

Quelles que soient les actions entreprises ou omises aujourd'hui par l'Allemagne, nous sommes tous responsables des futures conséquences pour l'Europe. Nous avons besoin d'une sensibilité européenne. Une sensibilité, oui, mais aussi une compassion à l'égard de nos voisins et partenaires. Sur un point important, j'approuve les propos de Jürgen Habermas lorsqu'il a déclaré récemment que, je cite, « ... Pour la première fois dans l'histoire de l'Union européenne, nous connaissons une décomposition de la démocratie ! » (Fin de citation). En fait, le Conseil européen et ses Présidents, tout comme la Commission européenne et ses Présidents, ainsi que les divers Conseils des Ministres et l'ensemble de la bureaucratie bruxelloise ont mis à l'écart le principe de la démocratie !

Lorsque nous avons introduit le référendum au Parlement européen, j'ai commis l'erreur de croire que le Parlement aurait un poids plus important. Mais jusqu'à

présent, il n'a pris aucun ascendant sur la gestion de la crise car ses conseils et ses décisions restent sans grand effet. Je souhaite donc en appeler à Martin Schulz : il est grand temps que vous et vos collègues chrétiens-démocrates, socialistes, libéraux et verts vous unissiez pour vous faire entendre du public. Le thème du contrôle des banques, des bourses, et de leurs instruments financiers, traité par le G20 en 2008 mais resté insuffisant, constituerait un terrain de choix pour une telle révolte du Parlement européen.

En effet, plusieurs milliers d'opérateurs financiers aux USA et en Europe, ainsi que quelques agences de notation, ont pris en otage les gouvernements politiques en Europe. Il ne faut pas compter sur Barack Obama pour tenter d'y mettre un terme. Il en va de même pour le gouvernement britannique. Les gouvernements du monde entier ont certes sauvé les banques grâce à des garanties et à l'argent des contribuables en 2008/2009. Mais depuis 2010, ce « troupeau » de financiers très intelligents (mais également quelque peu psychotiques) a de nouveau joué le jeu du profit et des bonus. Un jeu de hasard au détriment de ceux qui ne jouent pas, et qualifié dès les années 1990, par Marion Dönhoff et moi-même, de « jeu dangereux ».

Si personne ne veut agir, c'est aux membres de la zone Euro de passer à l'action. Ils peuvent se baser sur l'Article 20 de l'actuel Traité européen de Lisbonne. Cet article prévoit explicitement qu'un ou plusieurs États membres de l'UE « ...constituent à eux tous une collaboration renforcée ». Dans tous les cas, les États membres de la Zone Euro, devraient mettre en œuvre une régulation rigoureuse de leurs marchés financiers communs. De la séparation entre les banques de détail d'une part, et les banques d'investissement et les banques parallèles d'autre part, à l'interdiction de la vente à découvert de titres à une date ultérieure, jusqu'à l'interdiction de la négociation de produits dérivés non autorisés par l'instance de surveillance de la bourse, et jusqu'à la limitation efficace de l'influence exercée par les agences de notation, non contrôlées à ce jour, sur les affaires concernant la Zone Euro. Je m'arrêterai là, Mesdames et Messieurs, car je ne veux pas vous accabler de détails. Bien entendu, le lobby du système bancaire mondialisé remuerait ciel et terre pour empêcher la mise en œuvre de ces mesures. Comme, jusqu'à présent, il a su éviter toute régulation rigoureuse. Il a autorisé ses agents à mettre les gouvernements dans une situation d'urgence, les obligeant à toujours réinventer de nouveaux « plans de sauvetage » et à les propager. Il est grand temps de faire preuve de résistance. Si les Européens ont le courage et la force de mettre en œuvre une régulation rigoureuse du marché financier, nous aurons une chance de devenir, à moyen-terme, une zone de stabilité. Si nous abandonnons, le poids de l'Europe continuera à diminuer et le monde « évoluera » vers un duumvirat entre Washington et Pékin.

Toutes les mesures annoncées et évoquées jusqu'à présent, sont déterminantes pour l'avenir proche de la zone Euro. Ces mesures sont, entre autres, le Fonds de secours, le plafonnement de la dette publique et la mise en œuvre de moyens de contrôle, une politique économique et fiscale commune, ainsi qu'une série de réformes spécifiques à chaque pays, visant la politique fiscale, budgétaire et sociale et le marché de l'emploi. Mais un endettement commun est inévitable.

Nous, Allemands, devons refuser l'égoïsme. Mais nous ne devons, en aucun cas, mettre en place une politique de déflation extrême en Europe. Jacques Delors a raison d'exiger, outre l'assainissement du budget, l'introduction et le financement de projets favorisant la croissance. Sans croissance, sans créations d'emplois, aucun État ne peut assainir son budget. Quiconque pense que l'Europe pourrait se remettre de la crise en réalisant des économies budgétaires, devrait étudier la conséquence fatale de la politique de déflation d'Heinrich Brüning en 1930/32. Elle a

engendré une dépression et un taux de chômage inconsideré et a mené à l'effondrement de la première démocratie allemande.

V. A mes amis

En conclusion, chers amis, nul n'est besoin de tant prêcher la solidarité internationale aux sociaux-démocrates. La social-démocratie allemande est ouverte à l'international depuis un siècle et demi, bien plus que les générations de libéraux, de conservateurs et de membres du parti national-allemand. Nous, sociaux-démocrates, sommes restés attachés à la liberté et à la dignité de chaque individu. Nous sommes restés attachés aux représentants de la démocratie parlementaire. Ces valeurs fondamentales nous obligent à faire preuve de solidarité européenne.

Au 21ème siècle, l'Europe sera, sans aucun doute, encore composée de nations distinctes, et chacune d'elle aura sa propre langue, sa propre histoire. L'Europe ne deviendra pas un état fédéré. Mais l'Union européenne ne doit pas non plus se transformer en une simple confédération d'États. L'Union européenne doit rester un réseau dynamique en pleine évolution, sans équivalent dans l'histoire de l'humanité. Nous, sociaux-démocrates, devons contribuer au développement progressif de ce réseau. Plus on vieillit et plus on raisonne à long-terme. Le vieil homme que je suis reste très attaché aux trois valeurs fondamentales du programme de Bag Godesberg : liberté, équité, solidarité. Je pense qu'aujourd'hui, l'équité doit être synonyme d'égalité des chances pour les enfants, les écoliers et la jeunesse.

Lorsque je repense à l'année 1945 ou à l'année 1933, je venais d'avoir 14 ans, les progrès réalisés jusqu'à présent me semblent presque incroyables. Les progrès accomplis par les Européens depuis le Plan Marshall en 1948, le Plan Schuman en 1950, grâce à Lech Walesa et Solidarnosc, grâce à Vaclav Havel et à la Charte 77, grâce à chaque Allemand à Leipzig et à Berlin Est depuis le Grand Tournant en 1989/91. Nous n'aurions pas pu nous imaginer en 1918, en 1933, ni même en 1945, que la majeure partie de l'Europe jouirait des droits de l'homme et de la paix. Travaillons et luttons pour que cette Union européenne historique puisse sortir de cette période de faiblesse actuelle, plus stable et plus confiante en ses propres capacités !